



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1997/120\*  
12 février 1997  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATÉE DU 11 FÉVRIER 1997, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT  
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR  
INTÉRIM DE LA MISSION PERMANENTE DE L'ÉTHIOPIE AUPRÈS  
DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir, à l'attention des membres du Conseil de sécurité, le texte d'une lettre que M. Tekeda Alemu, Ministre par intérim des affaires étrangères de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, a adressée à Mme Sadako Ogata, Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, au sujet de la campagne de terreur et d'atrocités que les autorités du Gouvernement soudanais orchestrent contre des réfugiés éthiopiens innocents se trouvant au Soudan.

Tout en commettant des atrocités contre des réfugiés éthiopiens innocents qui se trouvent sur son territoire, le régime soudanais mène une campagne de propagande active en lançant de fausses accusations contre l'Éthiopie et ses forces de défense. Il ne s'agit là que d'un stratagème visant à détourner l'attention des actes de terreur et d'intimidation que le régime soudanais est en train de commettre contre des réfugiés éthiopiens innocents au Soudan.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Berhanemeskel NEGA

---

\* Nouveau tirage pour raisons techniques.

ANNEXE

Lettre datée du 10 février 1997, adressée au Haut Commissaire  
des Nations Unies pour les réfugiés par le Ministre par intérim  
des affaires étrangères d'Éthiopie

En vous présentant mes sincères salutations, je voudrais porter à votre attention les faits ci-après, qui sont un sujet de très grave préoccupation pour mon gouvernement.

Comme vous ne l'ignorez sans doute pas, les services de sécurité du Gouvernement soudanais orchestrent depuis quelques semaines une campagne de rassemblement et de détention de réfugiés éthiopiens résidant à différents endroits du territoire soudanais. Le Gouvernement éthiopien a été informé par des sources dignes de foi que les réfugiés véritables qui sont détenus sont soumis à toutes sortes de sévices physiques et mentaux. Nous avons également appris que du fait du harcèlement que leur font subir les services de sécurité ainsi que du traitement inhumain qui est infligé aux détenus qui se trouvent dans les prisons soudanaises, la totalité des réfugiés éthiopiens qui se trouvent au Soudan vivent dans une peur constante. De ce fait, de nombreux réfugiés ont été contraints d'abandonner leur travail et d'entrer dans la clandestinité pour éviter d'être arrêtés et torturés par les services de sécurité soudanais.

Les autorités soudanaises ont rassemblé, pour les expulser, dans la ville de Kassala et dans ses environs plus de 1 000 réfugiés arrêtés sur leurs lieux de travail, à leur domicile et dans des camps de réfugiés. En outre, le Gouvernement soudanais a récemment informé notre ambassade à Khartoum de sa décision d'expulser 27 réfugiés éthiopiens sans aucune précision quant aux modalités et à la date de leur expulsion. Craignant pour la sécurité de ces réfugiés, nous avons prié le bureau de liaison régional du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Addis-Abeba de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de leur retour. Tout en faisant subir ces atrocités à des réfugiés éthiopiens innocents résidant sur son territoire, le Gouvernement soudanais orchestre une campagne diplomatique et de propagande, prétendant que des troupes éthiopiennes détiennent en otage des milliers de citoyens soudanais à la frontière orientale du Soudan. Ce mensonge flagrant n'est rien d'autre qu'un stratagème visant à dissimuler la campagne de terreur et d'intimidation que le Gouvernement soudanais mène actuellement contre des réfugiés éthiopiens innocents. Le régime soudanais cherche une fois de plus à abuser la communauté internationale afin de détourner l'attention du problème réel que constituent les violations flagrantes des droits de l'homme qui sont commises massivement sur son territoire.

Étant donné le danger imminent que courent les réfugiés éthiopiens au Soudan, je vous serais obligé de bien vouloir prendre sans tarder les mesures voulues pour reprendre le rapatriement des réfugiés éthiopiens qui se trouvent encore au Soudan. Dans l'intervalle, je vous demande instamment d'user de vos bons offices et de votre influence auprès du Gouvernement soudanais pour qu'il mette fin à sa campagne de tortures, de terreur et d'intimidation contre les réfugiés éthiopiens qui se trouvent au Soudan.

Le Ministre par intérim des affaires  
étrangères de la République fédérale  
démocratique d'Éthiopie

(Signé) Tekeda ALEMU

-----